

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**
N. **50**

ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELLA NATO

Risoluzione n. 320 (*)

Sul rafforzamento del partenariato transatlantico
in materia di sicurezzaAdottata dall'Assemblea parlamentare della NATO ad Istanbul,
il 19 novembre 2002

Annunziata il 17 febbraio 2003

L'ASSEMBLÉE,

1. *Déclarant* qu'une ligne de conduite en matière de coopération et une coordination transatlantique étroites ont toujours été essentielles au maintien de la paix, de la prospérité et de la stabilité dans la région euro-atlantique et que l'OTAN demeure indispensable à la réalisation de cet objectif;

2. *Se félicitant* par avance du projet d'inviter sept États à rejoindre l'Alliance, contribution majeure à la transformation de l'OTAN et au renforcement de la stabilité et de la sécurité dans la région euro-atlantique;

3. *Appréciant* à leur juste valeur les efforts et réformes substantiels des trois autres candidats-Albanie, Croatie et l'ex-République yougoslave de Macédoine(- et leur contribution à la paix et à la stabilité en Europe du Sud-Est;

4. *Réaffirmant* que l'Alliance est ouverte à toute démocratie européenne désireuse et capable de promouvoir les principes du Traité de Washington et de contribuer à la paix et à la stabilité dans la région euro-atlantique;

5. *Considérant* que la promotion des valeurs communes de l'Alliance est l'un des moteurs de la coopération entre l'OTAN et les pays partenaires;

(*) Présentée par la Commission politique.

6. *Soulignant* l'importance cruciale de la coopération avec la Russie dans la lutte contre le terrorisme et dans la préservation de la sécurité à l'intérieur de la région euro-atlantique et *se félicitant* de la création du Conseil OTAN-Russie lors du Sommet de Rome, le 28 mai 2002;

7. *Affirmant* qu'au sommet qu'elle tiendra à Prague, l'OTAN devra se pencher sur les menaces que sont le terrorisme international et la prolifération des armes de destruction massive;

8. *Rappelant* que l'une des principales contributions de l'OTAN à la lutte contre le terrorisme est d'aider à la mise sur pied d'une vaste coalition et de veiller à la cohésion de celle-ci, indépendamment des contributions militaires, en réglant les conflits régionaux, en défendant les forces et les populations civiles contre une attaque nucléaire, bactériologique ou chimique et en utilisant de manière coordonnée les renseignements disponibles;

9. *Affirmant* que, dans le contexte de la lutte contre le terrorisme, il faut renforcer la coopération entre les États-Unis, le Canada, l'Union européenne et les autres Alliés de l'OTAN autour des questions de sécurité intérieure, notamment à l'échelon de la police et des poursuites judiciaires, pour venir à bout des réseaux terroristes et de l'imbrication entre leurs activités et celles de la criminalité organisée, et le trafic de stupéfiants, d'êtres humains et d'armes;

10. *Estimant* que le tarissement du financement du terrorisme et l'élaboration d'un cadre juridique commun pour lutter contre le terrorisme international demandent une coopération plus intense avec les Nations unies et les institutions financières internationales, en se fondant sur les dispositions de la résolution 1373 du Conseil de sécurité, qui établit une base juridique solide pour lutter efficacement contre le terrorisme international;

11. *Soulignant* que la diplomatie internationale peut largement contribuer à pré-

venir de façon significative la prolifération d'ADM, et que le renforcement du contrôle des armements, en particulier le Traité de non-prolifération nucléaire, ainsi que des régimes de contrôle d'exportation des armes, devraient constituer une priorité pour tous les pays membres de l'OTAN;

12. *Félicitant* le G8 pour sa contribution financière substantielle et de longue durée au programme *Partenariat mondial*, destiné aux pays issus de l'ex-Union soviétique – et plus spécialement à la Russie – et conçu comme un moyen d'encourager l'application effective des normes internationales de sûreté, de sécurité et de vérification relatives aux matières fissiles;

13. *Réaffirmant* que les missions fondamentales de l'OTAN conservent leur pertinence et leur caractère vital pour la sécurité de l'Alliance:

a. Défense collective : l'attachement à la défense collective et l'existence d'une structure de forces intégrée ont empêché la « re-nationalisation » des politiques de défense des pays membres et jouent un rôle de premier plan dans les rapports avec les pays candidats et les pays partenaires;

b. Partenariats: l'OTAN a développé un ample réseau de relations avec les pays partenaires, dont la Russie et l'Ukraine, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales, ce qui fait d'elle un protagoniste clé de la coopération dans le domaine de la sécurité internationale;

c. Gestion de crise : au cours de la décennie écoulée, l'OTAN est devenue l'un des acteurs primordiaux de la gestion des crises internationales, du règlement des conflits régionaux et des missions de paix;

d. Nécessité de mesures qui permettraient de recourir, à la demande du pays concerné, aux systèmes de défense aérienne intégrée de l'OTAN dans les cas où la menace d'attaques terroristes imminentes est dirigée contre des objectifs civils utilisés aux fins de l'OTAN;

14. *Reconnaissant* que la défense collective est la raison d'être de l'Alliance et qu'il demeure absolument indispensable de disposer de moyens militaires suffisants, mais que des moyens non militaires, parmi lesquels la diplomatie et l'assistance économique et financière, peuvent assumer une fonction importante dans la défense de la sécurité et dans la diffusion de la stabilité au-delà des frontières de l'OTAN;

15. *Rappelant* qu'un renforcement du pilier européen et une réalisation satisfaisante de l'Objectif global de l'Union européenne sont des facteurs de poids dans la consolidation des capacités militaires de l'OTAN;

16. *Déclarant* que tous les pays membres de l'Alliance demeurent attachés à l'instauration d'une paix, d'une stabilité et d'une prospérité durables en Europe du Sud-Est;

17. **INVITE INSTAMMENT** les gouvernements et les parlements des pays membres de l'Alliance atlantique:

a. à inviter la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie à entamer des négociations d'adhésion et à continuer à les épauler (de même que les autres candidats) dans leurs efforts pour satisfaire aux normes de l'OTAN dans le contexte du Plan d'action pour l'adhésion (MAP);

b. à réaffirmer leur attachement à la politique de la porte ouverte de l'OTAN après que des invitations ont été adressées à de nouveaux membres, et à continuer à reconnaître et à soutenir les efforts consentis actuellement par l'Albanie, la Croatie et l'ex-République yougoslave de Macédoine** pour satisfaire aux critères de l'OTAN dans le contexte du MAP;

c. à poursuivre le dialogue avec la Russie en ce qui concerne la coopération pratique et la mise en œuvre de projets et opérations conjoints, de manière à bâtir un climat de confiance mutuelle, assurer

l'interopérabilité et, ultérieurement, amplifier le programme du Conseil OTAN-Russie;

d. à renforcer et élargir les partenariats actuels de l'Alliance, dont le partenariat spécial avec l'Ukraine sous la forme du Plan d'action, le Dialogue méditerranéen, le Partenariat pour la paix ainsi que la coopération au sein du Conseil de partenariat euro-atlantique;

e. à chercher à instaurer une coopération plus étroite entre l'OTAN et l'OSCE – et, au besoin, le Conseil de l'Europe – pour prévenir l'instabilité intérieure et promouvoir la gouvernance démocratique et la primauté du droit;

f. à renforcer la coopération entre les Etats parties à la Convention sur la Cour pénale internationale et les Etats non parties afin de faire face aux crimes contre l'humanité, aux crimes d'un type nouveau et aux génocides;

g. à consolider le rôle de l'OTAN en tant que principal forum de consultations entre les États-Unis, le Canada et leurs partenaires européens au sujet de questions de sécurité cruciales;

h. à durcir et soutenir les régimes existants de maîtrise des armements, à développer de nouveaux mécanismes et à assurer le financement des régimes de lutte contre la prolifération des ADM en vue du contrôle efficace, de l'application et de la sanction des violations éventuelles desdits régimes;

i. à examiner d'urgence si – et si oui, dans quelles conditions – une action préemptive peut compléter la stratégie de dissuasion et d'endiguement et être conforme au droit international;

j. à envisager de recourir autant que possible aux structures intégrées de l'OTAN dans la conduite de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) en Afghanistan;

k. à tenter de resserrer la coopération entre l'OTAN et l'Union européenne, particulièrement dans les secteurs de la

prévention des conflits, du maintien de la paix et de la lutte internationale contre le terrorisme;

l. à surmonter toute réserve qui subsisterait et à contribuer activement à l'élaboration d'arrangements permanents de coopération entre l'Alliance et l'Union européenne;

m. à s'assurer de la continuation de l'opération de maintien de la paix en cours dans l'ex-République yougoslave de Macédoine** au-delà de l'échéance du 15 dé-

cembre 2002, sous l'égide de l'OTAN ou de l'Union européenne;

n. à réfléchir à une adaptation du mandat de la « *Task Force Fox* » (TFF) opérant dans l'ex-République yougoslave de Macédoine**, de manière à répondre à la requête du nouveau gouvernement macédonien d'y inclure le contrôle des frontières.

(**) La Turquie reconnaît la République de Macédoine sous son nom constitutionnel.

Risoluzione n. 320 (*)

Strengthening the transatlantic security partnership

THE ASSEMBLY,

1. *Declaring* that close transatlantic policy co-operation and co-ordination has been pivotal in securing peace, prosperity and stability in the Euro-Atlantic area and that NATO remains indispensable to achieve this goal;

2. *Anticipating* and *welcoming* the intention to invite seven states to join the Alliance as a major contribution to the transformation of NATO and the strengthening of stability and security in the Euro-Atlantic area;

3. *Recognising* the substantial efforts and reforms as well as their contributions to peace and stability in South-East Europe of the three other applicants: Albania, Croatia and the former Yugoslav Republic of Macedonia **;

4. *Reaffirming* that the Alliance is open to any democratic European country that is willing and able to further the principles of the Washington Treaty and to contribute to peace and stability in the Euro-Atlantic area;

5. *Considering* that the promotion of the Alliance's common values is one of the driving forces behind NATO's co-operation with its partner countries;

6. *Stressing* the critical importance of co-operation with Russia in the fight against terrorism and in maintaining security in the Euro-Atlantic area and *commending* the establishment of the NATO Russia Council on 28 May 2002 at the Rome Summit;

7. *Asserting* that NATO needs to tackle the threats of international terrorism and the proliferation of weapons of mass destruction (WMD) at the Prague Summit;

8. *Recalling* that one of NATO's primary contributions in the fight against terrorism lies in assisting in the formation and maintaining the cohesion of a broad coalition, apart from military contributions, including the resolution of regional conflicts, the defence of forces and populations against attacks by NBC weapons and the co-ordinated use of intelligence;

9. *Stating* that in the context of the fight against terrorism, strengthening co-operation between the US, Canada, the European Union and other NATO Allies on internal security issues is needed, in particular between the police and judicial prosecution in order to effectively deal with terrorist networks as well as their overlap with organised crime and the illegal trade in drugs, human beings and arms;

10. *Reflecting* that cutting-off terrorist financing and that a common legal fra-

(*) Presented by the Political Committee.

(**) Turkey recognises the Republic of Macedonia with its constitutional name.

mework for dealing with international terrorism calls for stronger co-operation with the United Nations and international financial institutions on the basis of the provisions of the UN Security Council Resolution 1373, which creates a solid legal basis for effective counteraction against international terrorism;

11. *Emphasising* that international diplomacy can contribute significantly to preventing proliferation of WMD, and that strengthening arms control, particularly the Nuclear Non-Proliferation Treaty, as well as arms export control regimes, should be a priority of all NATO member countries;

12. *Praising* the G8 for making a substantial and long-term financial contribution to the « Global Partnership » programme for the former Soviet Union, and in particular Russia, as a means of encouraging effective implementation of international safety, security and verification standards for fissile materials;

13. *Reaffirming* that NATO's core tasks remain relevant and critical to the security of the Alliance:

a. Collective defence: the commitment to collective defence and the integrated force structure have prevented a re-nationalisation of defence policies among member countries, and play an important role in dealing with applicants and other partners;

b. Partnerships: NATO has developed a broad network of relations with partner countries, – including Russia and Ukraine – as well as international organisations, making it a key factor in co-operation on international security;

c. Crisis management: over the last decade NATO has become one of the most important actors in international crisis management, the resolution of regional conflicts and peace missions;

d. To take steps that would allow the use of NATO's Integrated Air Defence Sy-

stem where the threat of imminent terrorist attacks is directed against civil targets used for NATO purposes, upon the request of the country concerned;

14. *Recognising* that collective defence is the core of the Alliance and that sufficient military assets remain absolutely essential, but that non-military tools, including diplomacy, economic and financial assistance can play an important part in defending security and projecting stability beyond NATO's borders;

15. *Reminding* that a strengthening of the European pillar and a successful implementation of the EU Headline Goal are key factors in strengthening NATO's military capabilities;

16. *Declaring* that all Member States of the Alliance remain committed to bringing long-term peace, stability and prosperity to South-East Europe;

17. **URGES** member governments and parliaments of the North Atlantic Alliance:

a. to invite Bulgaria, Estonia, Latvia, Lithuania, Romania, Slovakia and Slovenia to start accession talks and to keep supporting them and the other aspirants in their efforts to meet NATO standards within the context of the Membership Action Plan (MAP);

b. to reiterate the commitment to NATO's open door policy after invitations to new members have been extended and to continue to recognise and support the efforts Albania, Croatia and the former Yugoslav Republic of Macedonia** are undertaking towards meeting NATO standards within the context of MAP;

c. to continue interaction with Russia in practical co-operation and carrying out joint projects and operations in order to build mutual trust, establish interoperability, and subsequently, broaden the agenda of the NATO-Russia Council;

d. to intensify and expand the existing partnerships of the Alliance, in particular

the Distinctive Partnership with Ukraine in the form of the Action Plan, the Mediterranean Dialogue, the Partnership for Peace as well as co-operation in the Euro-Atlantic Partnership Council (EAPC);

e. to seek closer co-operation between NATO and the OSCE, and — where appropriate — the Council of Europe, in preventing internal instability as well as promoting democratic governance and the rule of law;

f. to strengthen co-operation between the States party to the Convention on the International Criminal Court and non-party States in dealing with crimes against humanity, new crimes and genocide;

g. to strengthen NATO's role as the primary forum for consultations among the US, Canada and their European partners for addressing crucial security issues;

h. to strengthen and support existing arms control regimes as well as develop new mechanisms and provide financing for regimes to prevent the proliferation of WMD, for effective monitoring, for implementation and for the sanctioning of non-compliance;

i. to discuss as a matter of urgency whether — and if so, under which condi-

tions — pre-emptive action might be a complement to the strategy of deterrence and containment, and compliant with international law;

j. to consider making maximum use of NATO's integrated structures in leading ISAF in Afghanistan;

k. to seek closer co-operation between NATO and the European Union, especially in the areas of conflict prevention, peacekeeping and the international fight against terrorism;

l. to overcome any remaining reservations and contribute constructively to the establishment of permanent arrangements for co-operation between NATO and the EU;

m. to ensure the continuation of a peacekeeping operation in the former Yugoslav Republic of Macedonia** beyond 15 December 2002 either as a NATO- or a EU-led mission;

n. to consider the adaptation of the mandate of operation Task Force Fox (TFF) in the former Yugoslav Republic of Macedonia** according to the request of the new Macedonian Government to include monitoring of the border.

N. B. Traduzione non ufficiale

Risoluzione n. 320 (*)

Sul rafforzamento del partenariato transatlantico in materia di sicurezza adottata dall'Assemblea parlamentare della NATO

L'ASSEMBLEA,

1. *Dichiarando* che la stretta cooperazione e il coordinamento nell'ambito della politica transatlantica sono stati di importanza cruciale nell'assicurare pace, prosperità e stabilità nell'area euroatlantica e che la NATO rimane indispensabile per il raggiungimento di tale obiettivo;

2. *Anticipando e accogliendo favorevolmente* l'intenzione di invitare sette stati ad aderire all'alleanza come importante contributo alla trasformazione della NATO e al rafforzamento della stabilità e della sicurezza nell'area euroatlantica;

3. *Riconoscendo* gli ingenti sforzi e le riforme compiuti nonché il contributo reso alla pace e alla stabilità nell'Europa sudorientale dagli altri tre aspiranti (Albania, Croazia ed ex Repubblica iugoslava di Macedonia 1);

4. *Riaffermando* che l'Alleanza è aperta a qualsiasi paese democratico europeo

disposto e in grado di promuovere i principi del Trattato di Washington e contribuire alla pace e alla stabilità nell'area euroatlantica;

5. *Considerando* che la promozione dei valori comuni dell'Alleanza è uno dei motori alla base della cooperazione della NATO con i paesi partner;

6. *Sottolineando* l'importanza cruciale della cooperazione con la Russia nella lotta al terrorismo e nel mantenimento della sicurezza nell'area euroatlantica, ed *encomiando* la creazione del Consiglio NATO-Russia il 28 maggio 2002 al vertice di Roma;

7. *Affermando* la necessità che la NATO affronti i rischi posti dal terrorismo internazionale e dalla proliferazione delle armi di distruzione di massa in occasione del vertice di Praga;

8. *Ricordando* che uno dei contributi primari della NATO alla lotta al terrorismo consiste nel contribuire a formare e mantenere la coesione di un'ampia coalizione, al di là dei contributi militari, in aree quali la soluzione di conflitti regionali, la difesa di forze e popolazioni da

(*) Presentata dalla Commissione Politica.

(1) La Turchia riconosce la Repubblica di Macedonia con il suo nome costituzionale.

attacchi con armi nucleari, chimiche e batteriologiche o l'uso coordinato di *intelligence*;

9. *Affermando* che nel contesto della lotta al terrorismo è necessario un rafforzamento della cooperazione tra Stati Uniti, Canada e Unione europea e gli altri alleati della NATO in materia di sicurezza interna, in particolare tra forze di polizia e autorità giudiziarie, al fine di affrontare efficacemente le reti terroristiche e i loro legami con criminalità organizzata e traffico di droga, esseri umani e armi;

10. *Ritenendo* che per fermare i finanziamenti ai terroristi e realizzare un quadro giuridico comune per la lotta al terrorismo internazionale sia necessaria una più stretta collaborazione con le Nazioni Unite e gli istituti finanziari internazionali sulla base delle disposizioni della risoluzione del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite 1373 che crea una solida base giuridica per una azione efficace contro il terrorismo internazionale;

11. *Sottolineando* che la diplomazia internazionale può contribuire in modo significativo alla prevenzione della proliferazione delle armi di distruzione di massa, e che il rafforzamento del controllo degli armamenti, in particolare del Trattato sulla non proliferazione nucleare e dei regimi di controllo sulle esportazioni di armi, dovrebbe essere una priorità per tutti i paesi membri della NATO;

12. *Lodando* il G8 per aver fornito un importante contributo finanziario a lungo termine al programma di « Partenariato globale » per l'ex Unione Sovietica, e in particolare la Russia, come strumento per promuovere un'efficace applicazione degli standard internazionali di sicurezza e verifica per i materiali fissili;

13. *Riaffermando* che i compiti di base della NATO restano rilevanti e cruciali per la sicurezza dell'Alleanza:

(a) Difesa collettiva: l'impegno per la difesa collettiva e la struttura integrata delle forze hanno evitato una ri-nazionalizzazione delle politiche di difesa tra i paesi membri e svolgono un ruolo importante nei rapporti con paesi aspiranti ed altri partner;

(b) Partenariato: la NATO ha sviluppato un'ampia rete di relazioni con i paesi partner, inclusi Russia e Ucraina, nonché con organizzazioni internazionali, facendone un fattore essenziale della cooperazione in materia di sicurezza internazionale;

(c) Gestione delle crisi: nell'ultimo decennio, la NATO è divenuta uno degli attori principali nella gestione internazionale delle crisi, la soluzione di conflitti regionali e le missioni di pace;

(d) Adozione di misure che consentano l'impiego di sistemi di difesa area integrata della NATO laddove la minaccia imminente di attacchi terroristici sia rivolta contro obiettivi civili impiegati a fini NATO, su richiesta del paese interessato;

14. *Riconoscendo* che la difesa collettiva è l'elemento di base dell'Alleanza e che l'esistenza di sufficienti risorse militari rimane assolutamente essenziale, ma che gli strumenti non militari, incluse diplomazia e assistenza economica e finanziaria, possono svolgere un ruolo importante nel difendere la sicurezza e proiettare stabilità oltre i confini della NATO;

15. *Ricordando* che il rafforzamento del pilastro europeo e l'efficace attuazione dell'Obiettivo primario europeo (*EU Headline Goal*) sono fattori essenziali nel contesto del rafforzamento delle capacità militari NATO;

16. *Dichiarando* che tutti gli stati membri dell'Alleanza restano impegnati a portare pace, stabilità e prosperità a lungo termine in Europa sudorientale;

17. **SOLLECITA** i governi e i parlamenti dei paesi membri dell'Alleanza atlantica:

(a) a invitare Bulgaria, Estonia, Lettonia, Lituania, Romania, Slovacchia e Slovenia ad avviare negoziati di accessione e a continuare a sostenere tali paesi ed altri paesi aspiranti negli sforzi volti a soddisfare gli standard NATO nel quadro del Piano di azione per l'adesione (MAP);

(b) a rinnovare l'impegno della politica NATO della porta aperta una volta che gli inviti ai nuovi membri siano stati formulati e continuare a riconoscere e sostenere gli sforzi che Albania, Croazia e l'Ex Repubblica Jugoslavia di Macedonia stanno compiendo per soddisfare gli standard NATO nell'ambito del MAP;

(c) a continuare ad interagire con la Russia in termini di cooperazione pratica e a dare seguito a progetti e operazioni tesi a costruire fiducia reciproca, instaurare interoperabilità e successivamente ampliare l'agenda del Consiglio NATO-Russia;

(d) a intensificare ed ampliare gli attuali programmi di partenariato dell'Alleanza, in particolare il Partenariato speciale con l'Ucraina sotto forma di Piano d'azione, il Dialogo Mediterraneo, il Partenariato per la Pace e la cooperazione nell'ambito del Consiglio per il partenariato euroatlantico (EAPC);

(e) a perseguire una cooperazione più stretta tra NATO e OSCE, e laddove opportuno il Consiglio d'Europa, nel prevenire l'instabilità interna e nel promuovere la *governance* democratica e lo stato di diritto;

(f) rafforzare la cooperazione tra gli Stati Parte alla Convenzione sul Tribunale Penale Internazionale e gli Stati non Parte in materia di crimini contro l'umanità, nuovi crimini e il genocidio;

(g) a rafforzare il ruolo della NATO come sede primaria per le consultazioni

tra Stati Uniti, Canada e i loro partner europei per affrontare questioni cruciali in materia di sicurezza;

(h) a rafforzare e sostenere gli attuali regimi di controllo degli armamenti, nonché a sviluppare nuovi meccanismi e fornire finanziamenti per i regimi volti a prevenire la proliferazione di armi di distruzione di massa, per il loro efficace monitoraggio e attuazione e il perseguimento del mancato rispetto di tali regimi;

(i) a discutere con urgenza se, e in caso affermativo a quali condizioni, un'azione preventiva può essere complementare alla strategia della deterrenza e del contenimento e conforme al diritto internazionale;

(j) a considerare la massima utilizzazione delle strutture integrate NATO nella conduzione dell'ISAF in Afghanistan;

(k) a perseguire una più stretta cooperazione tra NATO e Unione europea, soprattutto nei settori della prevenzione dei conflitti, del *peace-keeping* e della lotta internazionale al terrorismo;

(l) a superare le restanti riserve e contribuire in materia costruttiva all'instaurazione di accordi permanenti di cooperazione tra NATO e UE;

(m) ad assicurare il proseguimento dell'operazione di *peace-keeping* nell'ex Repubblica iugoslava di Macedonia oltre il 15 dicembre 2002, come missione guidata dalla NATO o dall'UE;

(n) a considerare l'adeguamento del mandato dell'operazione Task Force FOX (TFF) nell'ex Repubblica iugoslava di Macedonia in base alla richiesta del nuovo governo macedone di includere in esso il controllo dei confini.